



CHAPITRE 92

CHAPTER 92

Loi modifiant la charte de la cité de
Sainte-Foy

An Act to amend the charter of the city
of Sainte-Foy

[Sanctionnée le 21 février 1957]

[Assented to, the 21st of February, 1957]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Sainte-Foy a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 13 George VI, chapitre 101, modifié par les lois 1-2 Elizabeth II, chapitre 88; 2-3 Elizabeth II, chapitre 96; 3-4 Elizabeth II, chapitre 84, et 4-5 Elizabeth II, chapitre 90, soient modifiées aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1954-55,
c. 84,
a. 15,
remp.

1. L'article 15 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 84, est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la cité.

"15. L'article 426 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la ville de Sainte-Foy, par l'article 15, sous-paragraphe 1^a de la loi 3-4 Elizabeth II, 1954-1955, chapitre 84, est modifié pour ladite ville, en remplaçant dans la cinquième ligne du sous-paragraphe 1^a les mots "soixante cents" par les mots "un dollar".

Id.,
a. 427,
am. pour
la cité.

2. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Sainte-Foy, en ajoutant après le paragraphe 32^e, le suivant:

WHEREAS the city of Sainte-Foy has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 13 George VI, chapter 101, amended by the acts 1-2 Elizabeth II, chapter 88; 2-3 Elizabeth II, chapter 96; 3-4 Elizabeth II, chapter 84, and 4-5 Elizabeth II, chapter 90, be amended in order to grant it increased powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 15 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 84, is replaced by the following: 1954-55,
c. 84,
s. 15,
replaced.

"15. Section 426 of the Cities and Towns Act replaced, for the town of Sainte-Foy, by section 15, sub-paragraph 1a of the act 3-4 Elizabeth II, 1954-55, chapter 84, is amended, for the said town, by replacing in the fourth line of sub-paragraph 1a, the words "sixty cents" by the words "one dollar". S.R.,
s. 426,
am. for
city.

2. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Sainte-Foy, by adding after paragraph 32, the following: Id.,
s. 427,
am. for
city.

Condi-
tion.

"33° Pour refuser le permis de construction, à moins que le terrain sur lequel cette construction doit être érigée ne soit pourvu des services municipaux réguliers d'aqueduc et d'égout."

"33. To refuse permits for building, unless the land on which such building is to be erected is provided with the regular municipal water and sewer services."

Condi-
tion.S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

3. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Sainte-Foy,

3. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Sainte-Foy,

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.Condition
requis.

a) en ajoutant après le paragraphe 1°, le suivant:

a. by adding after paragraph 1, the following:

"1°a Pour interdire, après qu'un plan de subdivision a été déposé, qu'il ne soit accordé de permis de construction sur les lots de cette subdivision avant que la rue en front des lots où l'on veut construire n'ait été ouverte par le propriétaire de la terre subdivisée et ensuite cédée par ce dernier à la municipalité.";

"1a. After a subdivision plan has been deposited, to prohibit the granting of permits to build on the lots of such subdivision before the street in front of the lot on which it is proposed to build has been opened by the owner of the subdivided land and afterwards given by the latter to the municipality.";

Condition
required.

b) en ajoutant après le paragraphe 8°, les suivants:

b. by adding after paragraph 8, the following:

Tracé des
rues.

"8°a Pour prescrire, selon la topographie des lieux et l'usage auquel elles sont destinées, la manière dont les rues publiques ou privées doivent être tracées, la distance à conserver entre elles et la largeur qu'elles doivent avoir si cette largeur doit être supérieure à soixante-six (66) pieds anglais;

"8a. To prescribe, according to the topography of the ground and the use for which they are intended, the manner of laying out public or private streets, the distance to be left between them and the width which they must have if such width is to exceed sixty-six feet (66), English measure;

Laying of
streets.Permis de
lotisse-
ment.

"8°b Pour obliger le propriétaire à soumettre les plans de subdivisions projetées, montrant ou non des rues, à un officier désigné et à obtenir un certificat d'approbation dit "permis de lotissement", moyennant le paiement d'une licence n'excédant pas cinq dollars. Les sommes ainsi perçues ne pourront être employées que pour défrayer les frais d'administration que pourrait occasionner un tel règlement;"

"8b. To compel the owner to submit the plans of the contemplated subdivisions, showing streets or not, to a designated officer and to obtain a certificate of approval called a "subdivision permit" upon payment of a license not exceeding five dollars. The sum so collected may be used only to pay the administration costs occasioned by such by-law;"

Subdivi-
sion
permit.S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la cité.

4. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Sainte-Foy, en ajoutant après le paragraphe 9°, le suivant:

4. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Sainte-Foy, by adding after paragraph 9, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
city.

Taxis.

"9°a Pour limiter le nombre de taxis opérant dans la municipalité et déterminer le nombre de taxis qui peuvent stationner aux postes; défendre ou prohiber que lesdits taxis ne stationnent ailleurs qu'aux postes autorisés; refuser une licence ou un permis pour l'exploitation d'un poste de taxis, ou la conduite d'un taxi, à toute personne qui se serait rendue coupable d'un acte criminel pour lequel elle aurait été condamnée, durant les trois ans suivant telle condamnation; décréter et

"9a. To limit the number of taxis operating in the municipality and fix the number of taxis which can be parked at stands; prohibit the said taxis from being stationed at any place other than the authorized stands; refuse a license or permit to operate a taxi stand or to drive a taxi to any person who may have been guilty of a criminal offence for which he was convicted, during the three years following such conviction; order and regulate the installation and inspection of

Taxis.

réglementer l'imposition et l'inspection de taximètres; révoquer le permis accordé au propriétaire d'un taxi ou à un conducteur dans le cas d'une deuxième récidive à la Loi provinciale des véhicules automobiles ou aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, ou aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques, leur transport et possession, ou au Code criminel; déterminer, dans la municipalité, les endroits où les taxis faisant le transport des voyageurs pourront stationner."

S.R.,
c. 233,
aa. 482a-
482b, aj.
pour la
cité.

5. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Sainte-Foy, en y ajoutant après l'article 482, les articles suivants:

Soumis-
sions
requis.

"482a. Aucun contrat pour travaux à exécuter ou pour la fourniture de matériaux de quelque genre que ce soit, ou de marchandises et d'effets quelconques, entraînant une dépense de cinq cents dollars ou au-dessus, ne peut être passé ou fait par le conseil à moins que des soumissions n'aient été demandées.

Gérant.

"482b. Les soumissions doivent, dans tous les cas, être adressées au gérant de la cité et être ouvertes publiquement par lui au temps et à l'endroit spécifiés dans l'avis par lequel telles soumissions ont été demandées, et non auparavant.

Ratifica-
tion.

Aucun tel contrat ou marché ne sera valable ou obligatoire à moins d'être ratifié par le conseil."

S.R.,
c. 233,
a. 502,
am. pour
la cité.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Sainte-Foy, en ajoutant après l'article 502, l'alinéa suivant:

Amende-
ments par
bore-
reau.

"Les amendements au rôle d'évaluation seront soumis au conseil par bordereau numéroté et signé par deux évaluateurs, lequel bordereau une fois approuvé par le conseil sera authentiqué par le maire et le greffier et les amendements pourront alors être faits au rôle d'évaluation."

Fonds in-
dustriel.

7. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la corporation de la cité de Sainte-Foy est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas deux cent mille dollars (\$200,-

taximeters; revoke the permit granted to a taxiowner or driver in case of a third offence against the provincial motor vehicles law or against the municipal by-laws respecting traffic and public safety or against the provincial laws respecting alcoholic liquors and their transportation and possession or against the Criminal Code; and determine, within the municipality, the places where taxis transporting passengers may park."

5. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Sainte-Foy, by adding after section 482, the following sections:

R.S.,
c. 233,
ss. 482a-
482b,
added
for city.

"482a. No contract for the performance of work or the supplying of materials of any kind whatsoever or, of any merchandise or goods, involving an expenditure of five hundred dollars or more, shall be made by the council unless tenders have been called for.

Tenders
required.

"482b. Tenders must in all cases, be addressed to the city manager and be opened publicly by him at the time and place specified in the notice calling for such tenders, and not before.

Manager.

No such contract or agreement shall be valid or binding unless ratified by the council."

Ratifica-
tion.

6. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Sainte-Foy, by adding after section 502, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 502,
am. for
city.

"The amendments to the valuation roll shall be submitted to the council, by means of a statement numbered and signed by two assessors, such statement, once it is approved by the council, shall be authenticated by the mayor and the clerk, and the amendments may then be made to the valuation roll."

Amend-
ments
by state-
ment.

7. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the corporation of the city of Sainte-Foy is authorized to establish an industrial fund not exceeding the amount of two hundred thousand

Industrial
fund.

000.00), pourvu que le règlement décrétant la création de ce fonds ait reçu toutes les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt.

Emprunt.

8. Si ce règlement reçoit les approbations requises par la loi, le conseil de la cité est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à faire un ou des emprunts dont le total n'excédera pas deux cent mille dollars (\$200,000.00) pour acquérir à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer, des immeubles qui serviront, en tout ou en partie, à des fins municipales ou industrielles, et pour consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seront à l'avantage de toute la population.

Vente ou location.

9. La cité est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles, aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la cité, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou lesdits emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles ainsi que les frais d'entretien et de réparation.

Emploi des sommes perçues.

10. Tout l'argent provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la cité à ce sujet, et au paiement du capital et des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

Garantie.

11. La cité devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses, et aussi sur la machinerie, laquelle pourra garantir la créance de la cité à l'égal des immeubles.

dollars (\$200,000.00), provided that the by-law enacting the establishment of such fund has received all the approvals required by law for loan by-laws.

Loan.

8. If such by-law is granted the approvals required by law, the city council is authorized, subject to prior approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, to make one or more loans not exceeding the total of two hundred thousand dollars (\$200,000.00) to acquire by private agreement or expropriation, build, maintain, sell or let immovables to serve in whole or in part for municipal or industrial purposes, and to grant out of such industrial fund, hypothecary loans for establishing industries which will be advantageous to the whole population.

Sale or lease.

9. The city is authorized to sell or let the said immovable or immovables, on conditions determined by it, provided that the selling price be not less than the cost of the said immovables, for the city, and the rental price be not lower than the amount representing the service of the debt on the said loan or loans contracted for acquiring or erecting the said immovables as well as the maintenance and repairing costs.

Use of sums collected.

10. All the money from such sales or rents shall be used for extinguishing the obligations contracted by the city in this respect, and for the payment of capital and interest and other expenses and legitimate costs occasioned in this respect, including the expenses for the maintenance and improvement of the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited into a special fund the partial or complete use of which shall be subject to prior approval of the Quebec Municipal Commission.

Security.

11. The city shall require that any loan granted by it under these provisions, shall have precedence over any other charge or privilege on the lands and buildings and also on machinery, which may secure the claim of the city and rank equal with the immovables.

Revente,
etc.

12. Advenant le cas où la cité serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur, de même que la machinerie, et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement de l'emprunt, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Pouvoir
non
affecté.

13. Cet emprunt pour les fins du fonds industriel n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de la corporation de la cité de Sainte-Foy pour des fins municipales.

Emprunt
autorisé.

14. Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité de Sainte-Foy est autorisée, sans autre formalité que l'adoption d'un règlement par le conseil municipal, sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, à contracter un emprunt par émission d'obligations ou autrement au montant de cinq cent sept mille dollars (\$507,000.00), pour acquitter des dépenses encourues et faites pour l'acquisition de:

<i>Achats de terrains:</i>	
Terrains pour dépôt	\$20,000
Terrains pour assiette du boulevard Henri IV	75,000
<i>Bâtisses:</i>	
Garage municipal	70,000
Équipement de bureau et mobilier pour l'hôtel-de-ville	25,000
<i>Outillages:</i>	
1 camion incendie (échelle)	\$22,000
1 chargeur	20,000
	42,000
<i>Aqueduc et égout:</i>	
Collecteur sud	100,000
Puits de Cap Rouge et conduites additionnelles	175,000
	275,000
	<u>\$507,000</u>

Entrée en
vigueur.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Resale,
etc.

12. Should the city be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour, as well as the machinery and afterwards resell or rent the same; the resale or rental price shall be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be assigned exclusively to the reimbursement of the loan, except if the Quebec Municipal Commission allows to dispose thereof in another way.

Power not
affected.

13. Such loan for the industrial fund purposes shall not affect the borrowing power of the corporation of the city of Sainte-Foy for municipal purposes.

Loan au-
thorized.

14. Notwithstanding any law to the contrary, the city of Sainte-Foy is authorized, without any other formality than the adoption of a by-law by the municipal council, subject to the prior approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, to contract a loan by issuing debentures or otherwise, to the amount of five hundred and seven thousand dollars (\$507,000.00), in order to pay for certain expenses incurred and made to acquire:

<i>Land purchases:</i>	
Lands for dump	\$ 20,000
Lands for site of Boulevard Henri IV	75,000
<i>Buildings:</i>	
Municipal garage	70,000
Office equipment and furniture for the city hall	25,000
<i>Apparatus:</i>	
One fire pump (ladder)	\$ 22,000
One loader	20,000
	42,000
<i>Waterworks and sewers:</i>	
South trunk	\$100,000
Cap Rouge well and additional water mains	175,000
	275,000
	<u>\$507,000</u>

15. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.